

decp.info (<http://decp.info>) : présentation et perspectives

Un socle de données et de services libres et gratuits pour une commande publique transparente et accessible.

par Colin Maudry

Qui suis-je ?

Depuis 2016 j'aide les administrations publiques dans la publication des données de leurs marchés publics^[1] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn1>) et l'exploitation de ces données (entre autres Ministère des Finances, Région Bretagne, GIP Maximilien). Cette aventure a commencé avec la participation à la rédaction du premier arrêté de publication de données d'attribution (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000034492587>), et s'est poursuivie avec l'accompagnement de collectivités françaises et d'États étrangers (Tunisie, Brésil, Sénégal, Mozambique) via une collaboration avec l'ONG américaine Open Contracting Partnership (<https://open-contracting.org>).

Depuis février 2025, la fin des aides au développement américaines et donc la fin de nombreux projets internationaux, je me consacre de nouveau au contexte français et au développement de decp.info (<http://decp.info>).

Le projet est porté par ma société Colmo (<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/colmo-989393350>).

Contexte

La commande publique pesait 170 milliards d'euros en 2023 d'après les chiffres (https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oecp/recensement/Chiffres_recensement_2023.pdf?v=1744881376) de l'Observatoire Économique de la Commande Publique (OECF) du Ministère des Finances. C'est donc, avec les salaires des agents publics et les subventions, l'un des plus gros postes de dépense d'argent public en France et un outil majeur d'orientation des politiques publiques.

En France, les données diffusées par l'État sur les marchés publics sont limitées à l'étape d'attribution^[2] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn2>) du marché. La réglementation (arrêté du 22 décembre 2022 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046850496>)) impose la publication par les profils d'acheteur^[3] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn3>) des données d'attribution des marchés publics dont le montant est supérieur à 40 000 euros.

Ces données sont partiellement consolidées par le Ministère des Finances sur data.gouv.fr (<https://www.data.gouv.fr/datasets/donnees-essentielles-de-la-commande-publique-fichiers-consolides/>), mais cette consolidation est incomplète, peu documentée et *surtout* n'est pas accompagnée d'une interface de consultation et d'analyse des données.

Résultats :

- seule l'adhésion à une offre commerciale permet d'accéder à des données et des outils de qualité, excluant les TPE et de nombreuses PME, les travailleuses et travailleurs indépendants, les associations, de nombreuses entreprises de presse, les chercheuses et chercheurs, et les particuliers
- seules les entreprises outillées répondent aux marchés publics, limitant le nombre d'offres reçues par les acheteurs et donc les vertues de la concurrence
- l'opacité entretient la méfiance de la société civile quant à l'équité des attributions et les montants dépensés

Présentation et objectifs

decip.info (<http://decip.info>) est une suite de services gratuits destinée à toute personne intéressée par les marchés publics français. Elle rassemble et enrichit les données ouvertes disponibles pour permettre une exploration riche et produire des analyses fines. DECP est un sigle inventé par le Ministère des Finances et signifie Données Essentielles de la Commande Publique.

Les objectifs du projet :

- offrir un socle de services de recherche et d'analyse gratuit et orienté par l'impact pour compléter l'offre commerciale déjà bien fournie
- rassembler et améliorer les données sur les marchés publics, et les publier en Open Data^[4] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn4>)
- constituer une communauté de professionnel·les pour couvrir des cas d'usages proches des besoins de terrain et développer un plaidoyer pour une réglementation plus ambitieuse sur la transparence des marchés publics

Publics cibles identifiés

Voir aussi les **Cas d'usage identifiés** (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#Cas-d%E2%80%99usages-identifi%C3%A9s>) plus bas.

Voici les publics cibles clairement identifiés au moment de la rédaction :

- TPE/PME cherchant à mieux comprendre la commande publique pour répondre aux appels d'offre de manière pertinente
- acheteur public dans le cadre d'une démarche de sourcing^[5] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn5>)
- journalistes souhaitant mieux comprendre les liens financiers entre des acteurs publics et des acteurs privés
- professionnels de l'insertion par l'activité économique (IAE) cherchant à placer des personnes en insertion sur des marchés publics avec clause sociale d'insertion^[6] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn6>)

État actuel

Le projet se décompose en deux logiciels libres^[7] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn7>) :

- **decp-processing**^[8] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn8>) : consolidation, nettoyage et enrichissement des données de marchés publics. Le résultat est publié et mis à jour quotidiennement en Open Data sur [data.gouv.fr](https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/donnees-essentielles-de-la-commande-publique-consolidees-format-tabulaire/) (<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/donnees-essentielles-de-la-commande-publique-consolidees-format-tabulaire/>)
- **decp.info** (<http://decp.info>)^[9] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn9>) : interface Web d'exploration, d'analyse et de téléchargement des données des marchés publics (s'appuie sur les données de decp-processing)

Ces logiciels ont jusqu'à présent été développés intégralement sur fonds propres, ont reçu quelques contributions de code bénévoles, et sont en production depuis l'été 2025.

À noter que data.gouv.fr (<http://data.gouv.fr>) met à disposition une API riche qui expose les données produites par decp-processing, facilitant leur récupération pour alimenter des applications tierces (exemple de requête (https://tabular-api.data.gouv.fr/api/resources/22847056-61df-452d-837d-8b8ceadbfc52/data/?acheteur_id_exact=43276694700019&montant__less=200000&columns=uid,objet,montant), **documentation** (<https://www.data.gouv.fr/dataservices/api-tabulaire-data-gouv-fr-beta/>)).

Chiffres

Le 25 mars 2026 les données consolidées représentent :

- 1,6 million de marchés publics entre 2018 et aujourd'hui
 - passés par 27 377 acheteurs auprès de 198 627 fournisseurs
 - provenant de 46 sources de données différentes

decp.info (<http://decp.info>) reçoit en moyenne 400 visiteurs uniques par jour de semaine.

Cas d'usages identifiés

- **Outiller les TPE et PME pour leur veille** : Les informations sur les marchés publics étant réparties sur des dizaines de plateformes, il est impossible d'effectuer une veille manuellement. Actuellement, il faut donc passer par des solutions commerciales parfois coûteuses pour faire une veille de qualité. Proposant déjà des données exhaustives sur les attributions, je prévois de les enrichir avec de nombreuses données géographiques pour affiner les analyses des futures entreprises candidates, avec notamment le calcul de la distance acheteur-titulaire et mise en correspondance statistiques des codes NAF et des codes CPV^[10] (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fn10>) (nomenclature de classification des biens, services et travaux achetés).
- **Outiller les acheteurs pour leur sourcing** : Le sourcing c'est un peu l'étude de marché côté

acheteur : dans le cadre d'un futur achat, il identifie les candidats potentiels pour adapter son appel d'offres et ainsi assurer des candidatures variées et qualitatives. Dans cette optique, l'analyse des données d'attribution est très utile : filtrage des entreprises ayant déjà remporté des marchés sur le secteur, études des tarifs pratiqués, identification d'acheteurs auprès desquels recueillir des partages d'expérience.

- **Outiller les journalistes pour leurs investigations** : Les informations sur les attributions de marchés dessinent un réseau d'acheteurs publics et d'entreprises liés par des contrats, avec leur montant, leur objet, leurs dates clés, leurs lieux clés. Cette masse d'informations est précieuse pour mieux comprendre les relations public-privé. decip.info (<http://decip.info>) permet un filtrage de ces données sur plus de 50 critères, et bientôt une visualisation de ces données sur de nombreux angles (temporels, géographiques, typologie des acteurs, etc.)
- **Améliorer l'exécution des marchés avec clause sociale d'insertion** : certains marchés comportent une clause sociale d'insertion (https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oecp/aspects-sociaux/Guide-aspects%20sociaux_fiche6.pdf) qui impose aux titulaires du marché de "consacrer une part de la réalisation du contrat, sous la forme, le plus souvent, d'heures de travail, à la réalisation d'une action d'insertion professionnelle pour les publics éloignés de l'emploi". Les données consolidées sur decip.info (<http://decip.info>) indiquent la présence de clauses sociales, et peuvent donc aider les structures de l'insertion à se rapprocher des entreprises titulaires.

Cas d'usage à l'étude :

- soutien à la prévention et aux enquêtes anti-corruption

Perspectives et chiffrages

Pour donner une idée des priorités et du budget correspondant, j'ai identifié plusieurs lots de fonctionnalités cohérents qui amélioreraient grandement l'impact de decip.info (<http://decip.info>). J'applique un tarif journalier de 600 euros HT (liste non-exhaustive, vos suggestions sont les bienvenues).

Fonctionnalité	Description	Jours	Co
Comptes utilisateurs	Chaque utilisateur peut s'inscrire librement et ainsi sauvegarder ses acheteurs/titulaires préférés ainsi que des filtres multi-critères sur les données (pour les recherches fréquentes). Ce compte sera une base pour l'ajout de nouvelles options de personnalisation.	12	7 20 eu
Moteur de recherche multi-critères	Actuellement, la recherche multicritères se fait dans des tableaux, en entrant les critères de recherche sous les en-têtes. Les possibilités sont assez puissantes, mais cette manière de faire n'est pas intuitive pour beaucoup de personnes. Il s'agit donc de développer une interface de recherche à la fois accueillante et puissante, qui s'adapte aux besoins de l'utilisateur.	14	8 40 eu
Récupérer les données d'attribution du JOUE	Au-delà des seuils européens (https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique-nouveaux-seuils-europeens-applicables-au-1er-janvier-2026), les acheteurs publics doivent publier les données de leurs marchés au Journal Officiel de l'Union Européenne sous la forme de fichiers XML au format eForms. Ces données pourraient compléter les DECP.	8	4 80 eu
Identité visuelle, refonte graphique	La version actuelle de decp.info (http://decp.info) montre la limite de mes talents en design Web. Il s'agirait donc d'embaûcher un ou une designeuse pour définir une charte graphique (logo, couleurs, polices, agencement) que j'intégrerais.	12	7 20 eu
Prospection, trouver le public	J'ai déjà eu l'occasion de communiquer sur ce projet sur les réseaux ou en présentiel (Salon des maires), avec notamment une interview sur achatpublic.info (https://www.achatpublic.info/actualites/info-du-jour/2025/10/10/colin-maudry-decpinfo-commande-publique-pilotage-achat-donnees). Mais de nombreux espaces et évènements sont encore à investir pour faire connaître ce projet et qu'il rencontre ses usagers : fédérations de professionnel·les, rédactions, association d'acheteurs, etc.)	8	4 80 eu
Contrôle continu de la qualité des données	Les données sont récupérées quotidiennement auprès de plus de quarante sources de données, chacun ayant ses propres spécificités techniques et cycles de publication. Leur consolidation en un jeu de données homogène est fragile, facilement ébranlée par l'ajout de nouveaux traitements. Elle pourrait être largement renforcée par la mise en place de tests unitaires étendus et de tests d'intégration systématiques.	8	4 80 eu

1. **Marché public** : contrat d'achat de biens, de services ou de travaux conclu entre une administration publique (l'acheteur) et une entreprise privée (le titulaire). ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref1>)
2. **Attribution du marché** : étape du marché public pendant laquelle l'acheteur désigne le ou les titulaires du marché public parmi les candidats. Cette étape se déroule après la phase d'appel d'offre et précède la signature du contrat et l'exécution du marché. ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref2>)
3. **Profil d'acheteur** : plateforme numérique où les acheteurs publient les appels d'offres et attribuent les marchés publics. Il existe des dizaines de profils d'acheteur en France. Exemple : **Mégalis Bretagne** propose un service (<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>) très utilisé par les acheteurs bretons. **PLACE** (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>) est le profil d'acheteur de l'État. ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref3>)
4. **Open Data** : données ouvertes, c'est-à-dire la mise à disposition de données structurées, téléchargeables et réutilisables librement par toute personne intéressée. Exemple sur [data.gouv.fr](https://www.data.gouv.fr) (<https://www.data.gouv.fr/datasets/donnees-essentielles-de-la-commande-publique-consolidees-format-tabulaire/>). ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref4>)
5. **Sourcing** : possibilité pour un acheteur « d'effectuer des consultations ou réaliser des études de marché, de solliciter des avis ou d'informer les opérateurs économiques du projet et de ses exigences » afin de préparer la passation d'un marché public (source Ministère des Finances (<https://www.economie.gouv.fr/apie/publication-du-guide-du-sourcing-dans-lachat-public>)) ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref5>)
6. Une clause sociale d'insertion impose aux titulaires de s'engager à consacrer une part de la réalisation du marché public, sous la forme, le plus souvent, d'heures de travail, à la réalisation d'une action d'insertion professionnelle pour les publics éloignés de l'emploi (source Ministère des Finances (https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oecp/aspects-sociaux/Guide-aspects%20sociaux_fiche6.pdf)) ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref6>)
7. Selon les termes de la licence GPLv3 (<https://www.gnu.org/licenses/quick-guide-gplv3.fr.html>), un logiciel libre est un logiciel dont le code source est librement consultable, exécutable, modifiable et partageable, à condition de publier les modifications selon les mêmes termes. Un logiciel libre est le contraire d'un logiciel propriétaire. ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref7>)
8. **Dépôt de code de decp-processing** : <https://github.com/ColinMaudry/decp-processing> (<https://github.com/ColinMaudry/decp-processing>) ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref8>)
9. **Dépôt de code de decp.info** (<http://decp.info>) : <https://github.com/ColinMaudry/decp.info> (<https://github.com/ColinMaudry/decp.info>) ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref9>)
10. **CPV** (*Common Procurement Vocabulary*) : nomenclature européenne pour catégoriser les biens,

services et travaux achetés. Cette nomenclature est précieuse pour analyser les achats publics, mais elle est assez ancienne (2008) et les codes CPV ne sont pas toujours bien remplis par les acheteurs : <https://ted.europa.eu/fr/simap/cpv> (<https://ted.europa.eu/fr/simap/cpv>) ↔ (<https://pad.maudry.com///s/946YBuk5n#fnref10>)